



PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

DIRECTION DES COLLECTIVITES
LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

DCLE 3/B24/GG

ARRETE **portant autorisation d'une installation classée** **pour la protection de l'environnement**

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Environnement :
 - Livre II – Titre I^{er} - Eau
 - Livre V - Titre I^{er} - Installations classées pour la protection de l'environnement
 - Livre V - Titre IV - Déchets
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 juin 1991 réglementant l'exploitation d'installations par la société Gélagri Bretagne à Loudéac ;
- VU le SDAGE Loire Bretagne approuvé le 26 juillet 1996 ;
- VU la demande présentée par la SA Gélagri Bretagne le 8 mars 2006, en vue de la régularisation administrative de l'exploitation de ses installations de Loudéac, dans le cadre de l'augmentation de capacité de production d'une unité de transformation de légumes, installation soumise à autorisation, demande complétée par document présenté le 2 mai 2006 ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique ouverte du 9 octobre 2006 au 9 novembre 2006 en mairie de Loudéac,
- VU les délibérations des conseils municipaux de Loudéac, La Prenessaye, Saint-Barnabé et Trévé ;
- VU les avis exprimés au cours de l'instruction par les services administratifs et les organismes consultatifs,
- VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa séance du 25 avril 2008 ;

VU les observations de la société GELAGRI BRETAGNE du 25 avril 2008 sur le projet d'arrêté ;

VU les rapports du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, inspecteur des installations classées, en date des 18 février 2008 et 16 septembre 2008 ;

CONSIDERANT les craintes soulevées au cours de l'enquête publique et abordant les odeurs et le bruit ;

CONSIDERANT que des odeurs peuvent être générées par des dysfonctionnements du bassin tampon de traitement des effluents liquides ;

CONSIDERANT que le bruit, dont se plaignent les habitants provient du dysfonctionnement des installations et de l'organisation des périodes d'activité ;

CONSIDERANT que les mesures prises par l'exploitant, à savoir une meilleure aération du bassin tampon de traitement avec brassage des eaux doivent permettre de palier les nuisances olfactives ;

CONSIDERANT qu'une meilleure conduite de l'exploitation doit assurer une diminution significative des niveaux sonores émis ;

CONSIDERANT l'obligation réglementaire pour l'exploitant de respecter les émergences et niveaux sonores imposés par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 sur le bruit ;

CONSIDERANT la superficie des terres agricoles aptes à l'épandage et aussi la nécessité de proscrire l'épandage sur des sols d'aptitude faible du fait de la possibilité de ruissellement ou de percolation rapide en profondeur, de ce fait de réduire la surface sollicitée par l'exploitant en la limitant aux sols classés comme présentant au minimum une aptitude suffisante à l'épandage ;

CONSIDERANT le caractère limité aux situations de panne de ses systèmes de pressage des déchets où l'exploitant envisage de procéder à l'épandage de ses déchets de légumes et des boues de ses décanteurs ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L.512-2 du code de l'environnement susvisé, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDERANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture des Côtes-d'Armor,

ARRETE

SOMMAIRE

TITRE 1 PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

Chapitre 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Article 1.1.1 Exploitant Titulaire de l'Autorisation

Article 1.1.2 Modifications apportées aux prescriptions des actes antérieurs

Article 1.1.3 Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration

Chapitre 1.2 Nature des installations

Article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Article 1.2.2 Situation de l'établissement

Article 1.2.3 Consistance des installations autorisées

Chapitre 1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Chapitre 1.4 Durée de l'autorisation

Article 1.4.1 Durée de l'autorisation

Chapitre 1.5 Modifications et cessation d'activité

Article 1.5.1 Porter à connaissance

Article 1.5.2 Mise à jour de l'étude de dangers

Article 1.5.3 Equipements abandonnés

Article 1.5.4 Transfert sur un autre emplacement

Article 1.5.5 Changement d'exploitant

Article 1.5.6 Cessation d'activité

Chapitre 1.6 Arrêtés, circulaires, instructions applicables

Chapitre 1.7 Respect des autres législations et réglementations

TITRE 2 GESTION DE L'ETABLISSEMENT

Chapitre 2.1 Exploitation des installations

Article 2.1.1 Objectifs généraux

Article 2.1.2 Consignes d'exploitation

Chapitre 2.2 Réserves de produits ou matières consommables

Article 2.2.1 Réserves de produits

Chapitre 2.3 Intégration dans le paysage

Article 2.3.1 Propreté

Article 2.3.2 Esthétique

Chapitre 2.4 Danger ou nuisances non prévenus

Chapitre 2.5 Incidents ou accidents

Article 2.5.1 Déclaration et rapport

Chapitre 2.6 Documents tenus à la disposition de l'inspection

TITRE 3 PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Chapitre 3.1 Conception des installations

Article 3.1.1 Dispositions générales

Article 3.1.2 Pollutions accidentelles

Article 3.1.3 Odeurs

Article 3.1.4 Voies de circulation

Chapitre 3.2 Conditions de rejet

Article 3.2.1 Dispositions générales

Article 3.2.2 Dispositions applicables aux installations de réfrigération

Article 3.2.3 Dispositions applicables aux installations thermiques.

TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Chapitre 4.1 Prélèvements et consommations d'eau

Article 4.1.1 Origine des approvisionnements en eau

Article 4.1.2 Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

Chapitre 4.2 Collecte des effluents liquides

Article 4.2.1 Dispositions générales

Article 4.2.2 Plan des réseaux

Article 4.2.3 Entretien et surveillance

Article 4.2.4 Protection des réseaux internes à l'établissement

Article 4.2.4.1 Isolement avec les milieux

Chapitre 4.3 Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu

Article 4.3.1 Identification des effluents

Article 4.3.2 Collecte des effluents

Article 4.3.3 Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

Article 4.3.4 Entretien et conduite des installations de traitement

Article 4.3.5 Localisation des points de rejet visés par le présent arrêté

Article 4.3.6 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Article 4.3.6.1 Conception

Article 4.3.6.2 Aménagement

4.3.6.2.1 Aménagement des points de prélèvements

4.3.6.2.2 Section de mesure

Article 4.3.6.3 Equipements

Article 4.3.7 Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Article 4.3.8 Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires internes à l'établissement

Article 4.3.9 Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires rejetées.

Article 4.3.10 Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

TITRE 5 DECHETS

Chapitre 5.1 Limitation de la production de déchets

Article 5.1.2 Séparation des déchets

Article 5.1.3 Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets

Article 5.1.4 Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

Article 5.1.5 Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement

Article 5.1.6 Transport

Article 5.1.7 Déchets produits par l'établissement

TITRE 6 PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

Chapitre 6.1 Dispositions générales

Article 6.1.1 Aménagements

Article 6.1.2 Véhicules et engins

Article 6.1.3 Appareils de communication

Chapitre 6.2 Niveaux acoustiques

Article 6.2.1 Valeurs limites d'émergence

Article 6.2.2 Niveaux limites de bruit

TITRE 7 PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Chapitre 7.1 Principes directeurs

Chapitre 7.2 Caractérisation des risques

Article 7.2.1 Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement

Article 7.2.2 Zonage des dangers internes de l'établissement

Chapitre 7.3 Infrastructures et installations

Article 7.3.1 Accès et circulation dans l'établissement

Article 7.3.1.1 Gardiennage et contrôle des accès

Article 7.3.1.2 Caractéristiques minimales des voies

Article 7.3.2 Bâtiments et locaux

Article 7.3.3 Installations électriques - mise à la terre

Article 7.3.3.1 Zones à atmosphère explosible

Article 7.3.4 Protection contre la foudre

Article 7.3.5 Interdiction de feux

Article 7.3.6 Travaux d'entretien et de maintenance

Article 7.4.5.1 Contenu du permis de travail, de feu

Chapitre 7.6 Prévention des pollutions accidentelles

Article 7.6.1 Organisation de l'établissement

Article 7.6.2 Etiquetage des substances et préparations dangereuses

Article 7.6.3 Rétentions

Article 7.6.4 Réservoirs

Article 7.6.5 Règles de gestion des stockages en rétention

Article 7.6.6 Stockage sur les lieux d'emploi

Article 7.6.7 Transports - Chargements - Déchargements

Article 7.6.8 Elimination des substances ou préparations dangereuses

Chapitre 7.7 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Article 7.7.1 Définition générale des moyens

Article 7.7.2 Entretien des moyens d'intervention

Article 7.7.3 Ressources en eau

Article 7.7.4 Consignes de sécurité

Article 7.7.5 Consignes générales d'intervention

7.7.5.1 Système d'alerte interne

Article 7.7.8 Bassin de confinement et bassin d'orage

TITRE 8 CONDITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT

Article 8.1 Epanchage des effluents et des déchets

Article 8.1.1 Zone d'épandage autorisée

Article 8.1.2 Règles générales

Article 8.1.3 Origine des déchets et des effluents à épandre

Article 8.1.4 Caractéristiques de l'épandage

Article 8.1.5 Les effluents à épandre présenteront les caractéristiques suivantes

Article 8.1.6 Modalités de l'épandage

8.1.6.1 Mode d'épandage et fertilisation

8.1.6.2 Interdictions

Article 8.1.7 Dispositifs d'entreposage et dépôts temporaires

TITRE 9 SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

Chapitre 9.1 Programme d'auto surveillance

Article 9.1.1 Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

Article 9.1.2 Mesures comparatives

Chapitre 9.2 Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance

Article 9.2.1 Auto surveillance des déchets

Article 9.2.2 Auto surveillance des niveaux sonores

Article 9.2.3 Auto surveillance des émissions atmosphériques

Article 9.2.4 Auto surveillance des eaux résiduaires

9.2.4.1 Prélèvement

9.2.4.2 Rejet

Article 9.2.5 Auto surveillance de l'épandage

Article 9.2.5.3 Auto surveillance des épandages

9.2.5.3.1 Surveillance des effluents et déchets à épandre

9.2.5.3.2 Analyses à effectuer

Chapitre 9.3 Suivi, interprétation et diffusion des résultats

Article 9.3.1 Actions correctives

Article 9.3.2 Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance

Article 9.3.3 Transmission des résultats de l'auto surveillance des déchets

Article 9.3.4 Analyse et transmission des résultats des mesures de niveaux sonores

Chapitre 9.4 Bilans périodiques

Article 9.4.1 Bilan environnement annuel

Article 9.4.2 Bilan des opérations d'épandage

Titre 10 - Modalités d'application

Chapitre 10.1 Affichage et publication

Chapitre 10.2 Délais et voies de recours

Chapitre 10.3 Exécution

TITRE 1 - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

Chapitre 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Article 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La SA Gélagri Bretagne dont le siège social est situé ZI de Lanrinou à Landerneau (29), est autorisée sous réserve du respect des prescriptions contenues dans le présent arrêté, à poursuivre l'exploitation ZI de Montplaisir à Loudéac d'une unité de transformation de légumes capable de produire annuellement 60000 tonnes de légumes transformés (correspondant à un maximum de 780 tonnes par jour) et comprenant les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 1.1.2 Modifications apportées aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 19 juin 1991 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes.

Article 1.1.3 Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions fixées par le présent arrêté, les prescriptions des textes suivants sont applicables:

- l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2910,
- l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2925,
- l'arrêté-type 253 pour les installations soumises à déclaration au titre de la rubrique 1432,
- l'arrêté-type 183 ter pour les installations soumises à déclaration au titre de la rubrique 1510,
- l'arrêté-type 81 bis pour les installations soumises à déclaration au titre de la rubrique 1530,
- l'arrêté-type 361 pour les installations soumises à déclaration au titre de la rubrique 2920.

Chapitre 1.2 Nature des installations

Article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

libellé de la rubrique	rubrique ICPE	A,D, DC	nature des installations
préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale par cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, etc. à l'exclusion du sucre, de la fécule, du malt, des huiles et des aliments pour le bétail, mais y compris les ateliers de maturation de fruits et légumes, la quantité de produits entrant étant > 10 t/j	2220-1	A	transformation de légumes frais (blanchiment et surgélation) : 290 t/j en moyenne 780 t/j en pointe tonnage journalier en considérant la valeur moyenne la plus forte sur 3 mois consécutifs les plus importants, 374 t/j, donc plus de 300 t/j
réception, stockage, traitement, transformation du lait ou des produits issus du lait, la capacité de traitement exprimée en litre de lait ou équivalent-lait étant > 70000 l/j	2230-1	A	stockage et utilisation de 15000 l de crème pour la préparation d'épinards à la crème, soit 120000 l équivalents-lait
stockage de liquides inflammables en réservoirs manufacturés visés à la rubrique 1430, représentant une capacité équivalente totale > 10 m ³ mais < ou égale à 100 m ³	1432-2-b	C D	une cuve de fioul lourd de 100 m ³ , une cuve de fioul domestique de 1,5 m ³ dans la même rétention, soit 20,3 m ³ équivalents (coefficient 1/5)

entrepôts couverts, le volume étant compris entre 5000 m ³ et 50000 m ³	1510-2	C	D	local emballages volume 12950 m ³ entrepôt rue des Coudriers volume 5830 m ³
dépôts de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues, la quantité stockée étant > 1000 m ³ mais < ou égale à 20000 m ³	1530-2		D	stockage d'emballages carton : 1500 m ³ en partie sud du local emballages 3000 m ³ dans l'entrepôt rue des Coudriers stockage de palettes bois 8000 m ³ en extérieur rue des Coudriers total : 12500 m ³
installation de combustion consommant exclusivement du propane et du fioul lourd, la puissance thermique maximale de l'installation étant > 2 MW mais < 20 MW	2910-A-2	C	D	2 chaudières de 3,6 MW et 7,9 MW fonctionnant au fioul lourd total de 11,5 MW
installations de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa, comprimant ou utilisant des fluides inflammables et non toxiques, la puissance absorbée étant > 50 kW mais < ou égale à 500 kW	2920-2-b		D	chambre froide positive (R22) 88 kW climatisation locaux production (R22) 96 kW compression d'air 230 kW total de 414 kW
ateliers de charge d'accumulateurs, la puissance maximale de courant continu utilisable étant supérieure à 50 kW	2925		D	2 locaux de charge de 56 kW et 30 kW total de 86 kW

A autorisation

D déclaration

DC soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du code de l'environnement

Article 1.2.2 Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur la commune de Loudéac, parcelles indiquées ci-après représentant une superficie totale de 52 000 m² :

Commune	Parcelles
Loudéac	Section ZK n° 350, 354, 368, 369, 370, 371, 372, 418, 523, 524, 525, 527, 528, 659, 660 et 661

Les installations citées à l'article 1.2.1 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement joint dans le dossier d'autorisation.

Article 1.2.3 Consistance des installations autorisées

L'établissement comprend plusieurs équipements dont :

- un atelier d'agrégage,
- une chambre froide positive,
- des locaux de production et locaux techniques,
- un poste de transformation électrique,
- un magasin emballages,
- une station de prétraitement des eaux,
- une installation de récupération des eaux de déterrage et de stockage de terre,
- un stockage de fioul,
- une citerne de propane,
- une zone de stockage de déchets,
- des locaux de stockage de produits d'entretien, de produits chimiques et de matériel,
- des locaux de charge de batteries,
- des lignes de transformation de légumes,

- un bassin de stockage d'eaux usées.

Chapitre 1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Chapitre 1.4 Durée de l'autorisation

Article 1.4.1 Durée de l'autorisation

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Chapitre 1.5 Modifications et Cessation d'activité

Article 1.5.1 Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.5.2 Mise à jour de l'étude de dangers

L'étude des dangers est actualisée à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Article 1.5.3 Equipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.5.4 Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

Article 1.5.5 Changement d'exploitant

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.

Article 1.5.6 Cessation d'activité

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Au moins trois mois avant la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. Les dispositions des articles R.512-74 et suivants du code de l'environnement sont applicables.

Chapitre 1.7 Arrêtés, circulaires, instructions applicables

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-après :

domaine	Textes
air et eau	arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
bruit	arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
foudre	arrêté et circulaire du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées

déchet	Arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret du 30 mai 2005 et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs Arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi de déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret du 30 mai 2005
risque	arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion

Chapitre 1.8 Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 - GESTION DE L'ETABLISSEMENT

Chapitre 2.1 Exploitation des installations

Article 2.1.1 Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement,
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées,
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

Article 2.1.2 Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Chapitre 2.2 Réserves de produits ou matières consommables

Article 2.2.1 Réserves de produits

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants.

Chapitre 2.3 Intégration dans le paysage

Article 2.3.1 Propreté

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Article 2.3.2 Esthétique

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).

Chapitre 2.4 Danger ou nuisances non prévenus

Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

Chapitre 2.5 Incidents ou accidents

Article 2.5.1 Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Chapitre 2.6 Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

TITRE 3 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Chapitre 3.1 Conception des installations

Article 3.1.1 Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et de la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des exercices d'incendie. Les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Article 3.1.2 Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

Article 3.1.3 Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Article 3.1.4 Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement etc...) et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Chapitre 3.2 Conditions de rejet

Article 3.2.1 Dispositions générales

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés. Pour chaque canalisation de rejet d'effluent, nécessitant un suivi dont les points de rejet sont repris ci-après et doivent être pourvus d'un point de prélèvement d'échantillon et de points de mesure conformes à la norme NFX44052.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Article 3.2.2 Dispositions applicables aux installations de réfrigération

Le dégazage des fluides frigorigènes utilisés au sein de l'établissement est interdit. Les installations de réfrigération font l'objet d'un contrôle d'étanchéité conformément aux dispositions du code de l'environnement des arrêtés ministériels du 10 février 1993 modifié et 7 mai 2007 relatif au contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement des fluides frigorigènes utilisés dans les équipements frigorifiques et climatiques.

Article 3.2.3 Dispositions applicables aux installations thermiques.

Les installations thermiques sont soumises aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 modifié.

Les chaudières fonctionnant au fioul lourd n° 2 basse teneur en soufre doivent respecter les dispositions relatives aux valeurs limites prévues à l'article 6.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 modifié, rappelées ci-après :

La puissance thermique de chaque chaudière est de :

- chaudière n°1, 3,6 MW,
- chaudière n°2, 7,9 MW.

La hauteur des cheminées est au minimum de :

- chaudière n°1, 21 m,
- chaudière n° 2, 28 m.

Les rejets issus des 2 installations de combustion doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs),
- à une teneur en O₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

concentration instantanée en mg/Nm ³	conduit n°1 et n°2 (chaudières fioul lourd)
concentration en O ₂ de référence	3% en O ₂
poussières	100 mg/m ³
oxydes de soufre en équivalent SO ₂	1700 mg/m ³
oxydes d'azote en équivalent NO ₂	750 mg/m ³

Chapitre 4.1 Prélèvements et consommations d'eau

Article 4.1.1 Origine des approvisionnements en eau

L'eau utilisée provient du réseau public d'alimentation en eau potable. Les alimentations seront munies de dispositifs de comptage. Tous les compteurs seront relevés chaque jour de production et les valeurs seront consignées dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. L'exploitant communique au préfet dans le délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté une étude sur les économies d'eau.

Les prélèvements d'eau qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

origine de la ressource	consommation maximale annuelle	consommation maximale journalière
réseau public	490 000 m ³	7176 m ³

Article 4.1.2 Protection des réseaux d'eau potable

Un ou plusieurs disconnecteur ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.

Le prélèvement en nappe souterraine ou en eau de surface est interdit.

Chapitre 4.2 Collecte des effluents liquides

Article 4.2.1 Dispositions générales

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu aux chapitres 4.2 et 4.3 ou non conformes à leurs dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

L'exploitant dispose d'une autorisation de raccordement de ses eaux résiduaires au réseau public. Cette autorisation est délivrée par la collectivité à laquelle appartient les ouvrages.

Article 4.2.2 Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour notamment après chaque modification notable et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Article 4.2.3 Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Article 4.2.4 Protection des réseaux internes à l'établissement

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Article 4.2.4.1 Isolement avec les milieux

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute

circonstance localement. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Chapitre 4.3 Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu

Article 4.3.1 Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux exclusivement pluviales,
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées y compris celles lors d'un accident ou d'un incendie, ces eaux sont considérées en tant qu'eaux usées de l'établissement,
- les eaux usées : eaux de procédés, eaux de lavages des sols, eaux de ruissellement de la zone de déchets, les purges de chaudières, etc...,
- les eaux domestiques : eaux vannes, eaux des lavabos et douches,
- les eaux de purge de chaudières et de vidange de machines.

Article 4.3.2 Collecte des effluents

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixés par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Article 4.3.3 Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

Les eaux pluviales non polluées sont collectées par le réseau de la collectivité territoriale aboutissant au bassin de régulation exploité par la CIDERAL et autorisé par l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2007. L'exploitant dispose d'une autorisation de raccordement de ses eaux pluviales au bassin de la collectivité. Cette autorisation est délivrée par la collectivité à laquelle appartient les ouvrages.

Toutefois, les eaux pluviales non polluées s'écoulant gravitairement rue des Coudriers sont dirigées vers le réseau de collecte des eaux de ce type de la commune de Loudéac, rue des Coudriers.

Les eaux résiduaires (eaux de procédés, eaux pluviales polluées, eaux usées, eaux de purge et de vidange) seront collectées et traitées dans la station de prétraitement de la société Gélagri Bretagne selon les conditions précisées dans le présent arrêté. Avant rejet dans la station d'épuration de Calouët, ces eaux transitent par le bassin de stockage des eaux de 6000 m³ de la société Gélagri Bretagne. Ce bassin de stockage doit réguler le rejet.

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement ou de prétraitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées. Dans ce cadre, l'exploitant fait réaliser, par un tiers extérieur, dans le délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, une expertise sur la fiabilisation de l'exploitation de son bassin de stockage des eaux de 6000 m³.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement ou de prétraitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment). Les eaux domestiques sont séparées des autres eaux du site. Les eaux domestiques sont soit dirigées vers le réseau communal de Loudéac, rue des Coudriers, soit dirigées dans le réseau des eaux usées du secteur aval de la zone industrielle de Montplaisir se terminant à la station d'épuration de Calouët. Ces 2 réseaux aboutissent à la station d'épuration collective de Calouët.

Article 4.3.4 Entretien et conduite des installations de traitement

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées (débits rejetés, volumes épandus, résultats des analyses effectués dans le cadre de l'auto surveillance, etc ...) sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Article 4.3.5 Localisation des points de rejet visés par le présent arrêté

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet définis sur le plan "gelagri/loudeac/plantopo/18/11/2007" annexé au présent arrêté :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1
Nature des effluents	Eaux pluviales non polluées
Exutoire du rejet	Bassin de régulation exploité par CIDERAL
Traitement avant rejet	Aucun
Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°2
Nature des effluents	Eaux pluviales non polluées s'écoulant gravitairement rue des Coudriers
Exutoire du rejet	Rue des Coudriers, dirigées vers le réseau de collecte des eaux de ce type de la commune de Loudéac
Traitement avant rejet	Aucun

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°3																								
Nature des effluents	Eaux résiduaires																								
Débit maximal journalier(m ³ /j)	<table> <tr><td>janvier</td><td>658</td></tr> <tr><td>février</td><td>692</td></tr> <tr><td>mars</td><td>263</td></tr> <tr><td>avril</td><td>680</td></tr> <tr><td>mai</td><td>1316</td></tr> <tr><td>juin</td><td>1972</td></tr> <tr><td>juillet</td><td>2632</td></tr> <tr><td>août</td><td>2566</td></tr> <tr><td>septembre</td><td>2788</td></tr> <tr><td>octobre</td><td>1481</td></tr> <tr><td>novembre</td><td>680</td></tr> <tr><td>décembre</td><td>658</td></tr> </table>	janvier	658	février	692	mars	263	avril	680	mai	1316	juin	1972	juillet	2632	août	2566	septembre	2788	octobre	1481	novembre	680	décembre	658
janvier	658																								
février	692																								
mars	263																								
avril	680																								
mai	1316																								
juin	1972																								
juillet	2632																								
août	2566																								
septembre	2788																								
octobre	1481																								
novembre	680																								
décembre	658																								
Exutoire du rejet	Vers la station de Calouët (Loudéac), puis vers le ruisseau de Calouët																								
Traitement avant rejet	Prétraitées par la station de prétraitement et le bassin de stockage de l'exploitant comprenant pour les eaux de lavage des légumes racines, un poste de relèvement, des décanteurs, une filtration et pour les autres eaux ainsi qu'à la suite pour les eaux de lavage des légumes racines, un poste de relèvement, un tamisage, une décantation, un dispositif pour le contrôle des eaux, un bassin de stockage des eaux usées (6 000 m3)																								

Article 4.3.6 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

4.3.6.1 Conception

Pour les eaux pluviales, les dispositifs de rejet sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci. Ces dispositifs doivent en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

4.3.6.2 Aménagement

4.3.6.2.1. Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

4.3.6.2.2. Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

4.3.6.3 Equipements

Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4°C.

Article 4.3.7 Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- température inférieure à 30°C,
- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l. (norme NF EN ISO 7887).

Article 4.3.8 Gestion des eaux polluées et des eaux résiduelles internes à l'établissement

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Les boues issues du système de prétraitement de l'exploitant sont évacuées sur des terrains agricoles. Les déchets de légumes sont dirigés vers la filière alimentation animale. Exceptionnellement, en cas de panne des systèmes de pressage des déchets de légumes de l'exploitant, ces déchets de légumes peuvent être traités par épandage dans la limite de 4000 t/an dont 1000 t/an de résidus végétaux et 3000 t/an de déchets de pelage en matière y compris l'eau.

Le point de rejet des eaux résiduelles vers le milieu naturel après traitement par la station collective de Calouët est le ruisseau de Calouët.

Article 4.3.9 Valeurs limites d'émission des eaux résiduelles arrivant à la station d'épuration de Calouët

Pour le rejet vers la station d'épuration de Calouët, les valeurs de rejet sont :

valeurs limites en flux par jour	lundi au samedi		dimanche	
débit	3250 m ³		5000 m ³	
pH	5,5 à 8,5		5,5 à 8,5	
température	30°C		30°C	
DCO	8200 kg	2500 mg/l	12200 kg	2400 mg/l
DBO ₅	4100 kg	1250 mg/l	6100 kg	1200 mg/l
MES	3650 kg	1100 mg/l	5400 kg	1050 mg/l
NTK	280 kg	85 mg/l	440 kg	85 mg/l
phosphore	110 kg	30 mg/l	170 kg	30 mg/l

paramètre en moyenne sur le mois	débit	DCO	DBO ₅	MES	NGL	phosphore
unité	m ³	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j
janvier	20000	2580	1290	1290	65	100
février	19000	2710	1360	1350	68	110
mars	8000	480	240	190	10	5
avril	20000	1000	500	530	35	25
mai	40000	1610	810	1160	100	65
juin	58000	5330	2670	2660	180	90
juillet	80000	6450	3230	3090	120	110
août	78000	4510	3260	3090	160	110
septembre	82000	4000	2000	2660	180	130
octobre	45000	3870	1940	2580	140	120
novembre	20000	2660	1330	1330	65	100
décembre	20000	2580	1290	1290	65	100

Avant arrivée dans la station d'épuration de Calouët, les eaux résiduaires de l'exploitant transitent dans le bassin de stockage de 6000 m³ de celui-ci.

Les normes d'analyses sont précisées à l'article 9.2.4 du présent arrêté.

Article 4.3.10 Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

Paramètres	concentration moyenne journalière (mg/l)
DCO	125
DBO ₅	40
MES	30
Hydrocarbures	10

La superficie des toitures, plates-formes, voies de circulation, aires de stationnement est de 41900 m² environ.

TITRE 5 - DECHETS

Chapitre 5.1 Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

A cette fin, il se doit, conformément à la partie "déchets" de l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation d'exploiter, successivement :

- de limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres,
- de trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication,
- de s'assurer du traitement ou du pré-traitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, détoxification ou voie thermique,
- de s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

Article 5.1.2 Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets d'emballage visés par le code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément au code de l'environnement, portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Article 5.1.3 Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Article 5.1.4 Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts. Il s'assure que les installations visées à l'article L.511-1 du code de l'environnement utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Article 5.1.5 Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

Article 5.1.6 Transport

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi de déchets dangereux.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions du code de l'environnement relatif au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5.1.7 Déchets produits par l'établissement

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations et éliminés à l'extérieur présentent les caractéristiques suivantes :

- déchets d'emballages, cartons (15 01 01), plastiques (15 01 02), bois (15 01 03), métalliques (15 01 04) doivent être éliminés comme indiqué par le décret du 13 juillet 1994,
- papiers, cartons hors emballages (20 01 01) et déchets industriels banals en mélange (20 01 01, 20 01 02, 20 01 08, 20 01 99) sont soit valorisés, soit mis en décharge,
- huiles usagées (13 01 et 13 02) seront valorisées,
- les déchets de légumes (02 01 03 et 02 03 04) et les surgelés réformés (02 03 04) sont valorisés en alimentation animale, exceptionnellement ils sont éliminés par épandages sur des terres agricoles,
- les ferrailles diverses (20 01 40) sont valorisées,
- les terres récupérées du pré-traitement des eaux usées (02 03 01) sont évacuées avec épandages sur des terres agricoles.

L'exploitant tient un registre comportant les éléments prévus par l'arrêté ministériel du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres relatifs au contrôle des circuits de traitement des déchets.

TITRE 6 - PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

Chapitre 6.1 Dispositions générales

Article 6.1.1 Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V, titre Ier, du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Article 6.1.2 Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du code de l'environnement et des textes pris pour son application).

Article 6.1.3 Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Chapitre 6.2 Niveaux acoustiques

Article 6.2.1 Valeurs limites d'émergence

niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Article 6.2.2 Niveaux limites de bruit

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en se reportant au tableau ci-dessous qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles :

Emplacement des points de mesures (en référence à l'étude d'impact)	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)	
	Jour (7 h - 22 h) sauf les dimanches et jours fériés	Nuit (22 h - 7 h) et dimanches et jours fériés
Limites de propriété	60	55
Limites de propriété ouest et sud en limite avec les zones UY, NC et 6NAS du document d'urbanisme de la commune de Loudéac	65	55

Le contrôle du respect de l'émergence en zone réglementée sera effectué aux conditions suivantes :

- les différents niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré A ($L_{Aeq, t}$);
- l'évaluation du niveau de pression continu équivalent (incluant le bruit particulier de l'établissement) est effectuée sur une durée représentative de fonctionnement le plus bruyant de celui-ci.

TITRE 7 - PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Chapitre 7.1 Principes directeurs

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Chapitre 7.2 Caractérisation des risques

Article 7.2.1 Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte.

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.

Article 7.2.2 Zonage des dangers internes de l'établissement

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc...) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Chapitre 7.3 Infrastructures et installations

Article 7.3.1 Accès et circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur des sites (chemins carrossables...) pour les moyens d'intervention.

Article 7.3.1.1 Gardiennage et contrôle des accès

Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles à effectuer. Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.

Article 7.3.1.2 Caractéristiques minimales des voies

Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3,50 m
- rayon intérieur de giration : 11 m
- hauteur libre : 3,50 m
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu

Article 7.3.2 Bâtiments et locaux

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie. Les locaux dont la surface excède 300m² sont équipés d'une installation de désenfumage par ouvrant en toiture ou d'un dispositif équivalent ouvert en permanence. Les châssis prévus en partie haute pour assurer le désenfumage possèdent des commandes manuelles d'ouverture placées à proximité de l'accès principal et signalées. Ces châssis doivent pouvoir être refermés depuis le sol des locaux.

Les bâtiments ou locaux susceptibles d'être l'objet d'une explosion sont suffisamment éloignés des autres bâtiments et unités de l'installation, ou protégés en conséquence.

La salle de contrôle et les locaux dans lesquels sont présents des personnels de façon prolongée, sont implantés et protégés vis à vis des risques toxiques, d'incendie et d'explosion.

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Article 7.3.3 Installations électriques - mise à la terre

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Article 7.3.3.1 Zones à atmosphère explosible

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Le matériel électrique mis en service à partir du 1^{er} janvier 1981 est conforme aux dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel précité.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

Article 7.3.4. Protection contre la foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.

Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la C.E. ou présentant des garanties de sécurité équivalents.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié tous les cinq ans. Une vérification est réalisée après travaux ou après impact de foudre dommageable, comme le prévoit l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé. Après chacune des vérifications, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de conformité signée par lui et accompagnée de l'enregistrement trimestriel du nombre d'impact issu du dispositif de comptage cité plus haut ainsi que de l'indication des dommages éventuels subis.

Article 7.3.5 Interdiction de feux

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

Article 7.3.6 Travaux d'entretien et de maintenance

Tous travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.

Article 7.4.5.1 Contenu du permis de travail, de feu

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,

- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc...) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.
- Tous travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.
- A l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.
- Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Chapitre 7.6 Prévention des pollutions accidentelles

Article 7.6.1 Organisation de l'établissement

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 7.6.2 Etiquetage des substances et préparations dangereuses

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

Article 7.6.3 Rétentions

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

Article 7.6.4 Réservoirs

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Article 7.6.5 Règles de gestion des stockages en rétention

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

Les bassins de collecte et de traitement des eaux pluviales doivent être équipés de dispositifs de vannages aisément manœuvrables en toute circonstance de retenir les eaux ruisselant sur le site même en cas d'accident ou d'incendie.

Article 7.6.6 Stockage sur les lieux d'emploi

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés, comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

Article 7.6.7 Transports - Chargements - Déchargements

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Article 7.6.8 Elimination des substances ou préparations dangereuses

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

Chapitre 7.7 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Article 7.7.1 Définition générale des moyens

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités.

L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours. Ces services sont tenus informés de toutes modifications intervenant sur le site. Le plan de sécurité comporte un plan de masse de l'établissement sur lequel figure les bâtiments avec leur destination ainsi que les moyens de secours en eau utilisables par les services d'incendie et de secours.

L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident. Leur emplacement résulte de la prise en compte des scénarii développés dans l'étude des dangers et des différentes conditions météorologiques.

Article 7.7.2 Entretien des moyens d'intervention

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être

inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Article 7.7.3 Ressources en eau

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre. Les besoins en eau destinés à la lutte contre l'incendie devront pouvoir fournir simultanément et en permanence un débit de 524 m³/h à partir de poteaux-incendie.

Ces points d'eau, accessibles en permanence aux engins de lutte contre l'incendie en utilisant un chemin praticable, sont répartis à une distance inférieure à 100 mètres de l'établissement.

En outre l'établissement doit disposer :

- d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets,
- de robinets d'incendie armés.

Article 7.7.4 Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

Article 7.7.5 Consignes générales d'intervention

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.

Article 7.7.5.1 Système d'alerte interne

Un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte sans délai les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives, les informations de la centrale de détection incendie, les données météorologiques disponibles si elles exercent une influence prépondérante, ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte.

Il déclenche les alarmes appropriées (sonores, visuelles et autres moyens de communication) pour alerter sans délai les personnes présentes dans l'établissement sur la nature et l'extension des dangers encourus. La centrale de détection incendie est aussi associée à un transmetteur d'alarme. Les postes fixes permettant de donner l'alerte sont répartis sur l'ensemble du site de telle manière qu'en aucun cas la distance à parcourir pour atteindre un poste d'une installation ne dépasse 100 mètres.

L'établissement dispose d'un ou plusieurs moyens de communication interne (lignes téléphoniques, réseaux, ...) permettant la gestion de l'alerte.

Des appareils de détection adaptés, complétés de dispositifs, visibles de jour comme de nuit, indiquant la direction du vent, sont mis en place à proximité de l'installation classée autorisée susceptible d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses en cas de dysfonctionnement.

Article 7.7.8 Bassin de confinement et bassin d'orage

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité adaptée au risque, avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par l'article 4.3.10 du présent arrêté.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées font l'objet d'un traitement adapté.

Le bassin de confinement est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaire à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. Les eaux ainsi confinées seront vidangées selon les principes imposés par l'article 4.3.10 du présent arrêté.

TITRE 8 CONDITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT

Article 8.1 Epandage des déchets

Article 8.1.1 Zone d'épandage autorisée

De manière exceptionnelle due à des pannes de son système de pressage des déchets l'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage de ses déchets de légumes sur des parcelles situées sur le territoire des communes de La Prenessaye, Loudéac, Saint-Barnabé et Trévé. Ces parcelles représentent une superficie de 187 hectares. L'exploitant doit être en mesure de justifier l'épandage de ces produits à la place de leur utilisation en filière d'alimentation animale. Le plan d'épandage est étudié pour 4000 tonnes/an dont 1000 tonnes/an de résidus végétaux et 3000 tonnes/an de déchets de pelage, ainsi que défini dans le dossier "étude de périmètre d'épandage des déchets de légumes de mai 2005" annexé à la demande d'autorisation présentée le 8 mars 2006. Sont exclus du périmètre d'épandage sollicité par l'exploitant les sols inaptes (sols dénommés "surfaces exclues", "surfaces aptitude 0", "surfaces aptitude 1" du dossier de mai 2005.

L'épandage des boues issues des décanteurs et du prétraitement est autorisé sous réserve de la remise d'une étude démontrant l'intérêt pour les sols ou pour la nutrition des cultures.

Article 8.1.2 Règles générales

L'épandage des déchets de légumes sur ou dans les sols agricoles doit respecter les règles définies par les articles 36 à 42 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié et par l'arrêté préfectoral du 12 juin 2006 relatif au 3^{ème} programme d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole.

Dès leur arrivée sur les terres d'épandage, les déchets de légumes sont enfouis. Tout stockage intermédiaire est interdit en dehors d'installation dûment autorisée à cet effet.

L'épandage peut être réalisé si des contrats ont été établis entre les parties suivantes :

- producteur des effluents et prestataire réalisant l'opération d'épandage,
- producteur des effluents et exploitant des terrains.

Ces contrats définissent les engagements de chacun, ainsi que leur durée.

Article 8.1.3 Origine des déchets à épandre

Les déchets à épandre sont constitués exclusivement des déchets de légumes issus des installations de société Gélagri Bretagne à Loudéac.

Aucun autre déchet ne pourra être incorporé à ceux-ci en vue d'être épandu.

Article 8.1.4 Caractéristiques de l'épandage

Tout épandage est subordonné à une étude préalable telle que définie à l'article 38 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, qui devra montrer en particulier l'innocuité (dans les conditions d'emploi) et l'intérêt agronomique des produits épandus, l'aptitude des sols à les recevoir, le périmètre d'épandage et les modalités de sa réalisation.

Article 8.1.5 Les effluents à épandre présenteront les caractéristiques suivantes :

Flux annuels en tonnes	Azote	Phosphore (P ₂ O ₅)	Potasse
Flux total	6,08	1,78	7,76

Sous réserve de la représentativité de sa mesure, le pH des effluents est compris entre 6,5 et 8,5 (Des valeurs différentes peuvent être retenues dans le cadre de conclusions favorables de l'étude préalable).

Les effluents ne peuvent être épandus :

- si les teneurs en éléments-traces métalliques dans les sols dépassent l'une des valeurs limites figurant au tableau 2 de l'annexe VII.a de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié,
- dès lors que l'une des teneurs en éléments ou composés indésirables contenus dans les effluents excède les valeurs limites figurant aux tableaux 1.a ou 1.b de l'annexe VII.a de l'arrêté susvisé,
- dès lors que le flux cumulé sur une durée de 10 ans, apporté par les effluents sur l'un des ces éléments ou composés excède les valeurs limites figurant aux tableaux 1.a ou 1.b de l'annexe VII.a de l'arrêté susvisé,
- en outre lorsque les effluents sont épandus sur des pâturages, les flux maximum des éléments-traces métalliques à prendre en compte, cumulé sur une durée de dix ans, sont ceux du tableau 3 de l'annexe VII.a de l'arrêté susvisé.

Les effluents ne doivent pas être épandus sur des sols dont le pH avant épandage est inférieur à 6, sauf lorsque les trois conditions suivantes sont simultanément remplies :

- le pH du sol est supérieur à 5,
- la nature des effluents peut contribuer à remonter le pH du sol à une valeur supérieure ou égale à 6,
- le flux cumulé maximum des éléments apportés aux sols est inférieur aux valeurs du tableau 3 de l'annexe VII a de l'arrêté susvisé.

Article 8.1.6 Modalités de l'épandage

Article 8.1.6.1 Mode d'épandage et fertilisation

Les opérations d'épandage sont conduites afin de valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les effluents et d'éviter toute pollution des eaux.

Les périodes d'épandage, dans la limite de celles autorisées, et les quantités épandues sont adaptées de manière :

- à assurer l'apport des éléments utiles au sol ou aux cultures sans excéder les besoins, compte tenu des apports de toute nature, y compris les engrais, les amendements et les supports de culture,
- à empêcher la stagnation prolongée sur les sols, le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, une percolation rapide,
- à empêcher l'accumulation dans le sol de substances susceptibles à long terme de dégrader sa structure ou de présenter un risque écotoxique,
- à empêcher le colmatage du sol, notamment par les graisses.

En outre, toutes les dispositions nécessaires sont prises pour qu'en aucune circonstance, ni la stagnation prolongée sur les sols, ni le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes d'eau souterraine ne puissent se produire. A cet effet, la détermination de la capacité de rétention en eau ainsi que le taux de saturation en eau sera effectuée pour les sols, par parcelles ou groupes de parcelles homogènes du point de vue hydrique.

Sur les parcelles drainées, l'épandage ne peut être réalisé que dans un délai de 3 ans à compter de la fermeture des tranchées de drainage.

Les opérations d'épandage sont conduites de manière à valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les déchets ou effluents et à éviter toute pollution des eaux.

Les effluents sont épandus en priorité sur des terrains destinés à des cultures. Lors d'épandages destinés à des prairies, cultures fourragères, maraîchères et fruitières, les délais sanitaires prévus par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié - Annexe VII b - sont nécessairement observés.

La surface agricole épandable de chaque exploitation agricole mettant des terres à disposition du plan d'épandage de la société Gélagri Bretagne ne doit pas recevoir plus de 170 kg par hectare de SDN (surface directive nitrates) et par an d'azote d'origine animale.

La quantité de phosphore (exprimée en P_2O_5), toutes origines confondues, ne doit pas dépasser 100 kg /ha/an par exploitation agricole.

Les doses d'apport sont déterminées en fonction :

- du type de culture et de l'objectif réaliste de rendement,
- des besoins des cultures en éléments fertilisants disponibles majeurs, secondaires et oligo-éléments, tout apport confondu,
- des teneurs en éléments fertilisants dans les sols, les effluents et tous les autres apports,

- des teneurs en éléments ou substances indésirables des effluents à épandre,
- de l'état hydrique du sol,
- de la fréquence des apports sur une même année ou à l'échelle d'une succession de cultures sur plusieurs années,
- du contexte agronomique et réglementaire local (programme d'action).

Article 8.1.6.2 Interdictions

Sous réserve des prescriptions fixées en application de l'article L.1321-2 du code de la santé publique, l'épandage des déchets de légumes respecte les distances et délais minima prévus au tableau de l'annexe VII-b de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié et les prescriptions suivantes :

L'épandage est interdit en fonction des critères suivants :

- pendant les périodes où le sol est pris en masse par le gel ou abondamment enneigé,
- pendant les périodes de forte pluviosité et pendant les périodes où il existe un risque d'inondation,
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies ou des forêts exploitées,
- sur les terrains à forte pente, dans des conditions qui entraîneraient leur ruissellement hors du champ d'épandage,
- à l'aide de dispositifs d'aéro-aspersion qui produisent des brouillards fins lorsque les effluents sont susceptibles de contenir des microorganismes pathogènes.

Distances et délais à respecter

Nature des activités à protéger	Distance minimale	Domaine d'application
Puits, forages, sources, aqueducs transitant des eaux destinées à la consommation humaine en écoulement libre, installations souterraines ou semi-enterrées utilisées pour le stockage des eaux que ces dernières soient utilisées pour l'alimentation en eau potable ou pour l'arrosage des cultures maraîchères	50 mètres 100 mètres	Pente du terrain inférieure à 7 % Pente du terrain supérieure à 7 %
Cours d'eau et plans d'eau	35 mètres des berges 100 mètres des berges 200 mètres des berges	Pente du terrain inférieure à 7 % Pente du terrain supérieure à 7 % 1 - Déchets solides et stabilisés 2 - Déchets non solides ou non stabilisés
Lieux de baignade, plages	200 mètres	
Sites d'aquaculture (piscicultures et zones conchylicoles) et gisements naturels de coquillages	500 mètres	
Habitation ou local occupé par des tiers, zones de loisirs et établissements recevant du public	50 mètres 100 mètres	En cas de déchets ou d'effluents odorants
Délai minimum		
Herbages ou cultures fourragères	Trois semaines avant la remise à l'herbe des animaux ou de la récolte des cultures fourragères Six semaines avant la remise à l'herbe des animaux ou la récolte	En cas d'absence de risque lié à la présence d'agents pathogènes Autres cas

	des cultures fourragères	
Terrains affectés à des cultures maraîchères et fruitières à l'exception des cultures d'arbres fruitiers	Pas d'épandage pendant la période de végétation	
Terrains destinés ou affectés à des cultures maraîchères ou fruitières en contact direct avec les sols ou susceptibles d'être consommés à l'état cru	1. Dix mois avant la récolte et pendant la récolte elle-même 2. Dix-huit mois avant la récolte et pendant la récolte elle-même	1. En cas d'absence de risque lié à la présence d'agents pathogènes 2. Dans les autres cas

L'épandage des effluents bruts, y compris les boues de station, est interdit :

- toute l'année les samedis, dimanches et jours fériés,
- de plus en juillet et août les vendredis,
- ainsi que du 12 au 16 juillet et du 13 au 17 août.

Ces interdictions concernent les boues du décanteur.

Article 8.1.7 Dispositifs d'entreposage et dépôts temporaires

Les dispositifs d'entreposage des déchets de légumes à épandre sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit par l'étude préalable. Leur volume minimum est de 200 m³.

Ils doivent être étanches et aménagés de sorte à ne pas constituer une source de gêne ou de nuisances pour le voisinage, ni entraîner une pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration.

Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés.

TITRE 9 - SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

Chapitre 9.1 Programme d'auto surveillance

Article 9.1.1 Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquences de transmission des données d'auto surveillance.

Article 9.1.2 Mesures comparatives

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L.514-5 et L.514-8 du code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

Chapitre 9.2 Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance

Article 9.2.1 Auto surveillance des déchets

Les résultats de surveillance sont présentés selon un registre ou un modèle établi conformément à l'arrêté ministériel du 7 juillet 2005 cité à l'article 5.1.7. Ce récapitulatif prend en compte les types de déchets produits, les quantités et les filières d'élimination retenues.

L'exploitant utilisera pour ses déclarations la codification réglementaire en vigueur.

Article 9.2.2 Auto surveillance des niveaux sonores

Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans le délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle est effectué au minimum sur les points de mesure mentionnés dans le dossier de demande d'autorisation déposé le 8 mars 2006.

Article 9.2.3 Auto surveillance des émissions atmosphériques

Les mesures des rejets atmosphériques sont réalisées tous les 3 ans. Elles portent sur les installations thermiques visées par l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 modifié

Article 9.2.4 Auto surveillance des eaux

Article 9.2.4.1 Prélèvement

Les installations de prélèvements d'eau (réseau public) seront munies de dispositifs de comptage. Tous les compteurs seront relevés journalièrement et les valeurs obtenues seront consignées dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 9.2.4.2 Rejet des eaux résiduaires

Le programme d'auto surveillance des rejets vers la station d'épuration collective de Calouët est réalisé dans les conditions suivantes.

Aux fins de vérifier leur conformité, des contrôles sur les effluents industriels rejetés seront effectués sous la responsabilité de l'exploitant. Ces contrôles devront permettre de connaître :

- Débit : mesure en continu,
- DCO (NFT 90101) : mesure 1 fois par jour
- DBO₅ (NFT 90103-2), MES (NF EN 872) : mesure une fois par semaine,
- Azote global (comprenant l'azote organique NF EN ISO 25663, l'azote ammoniacal NFT 90015 et l'azote oxydé NF EN ISO 10304-1) : mesure une fois par semaine,
- Phosphore total (exprimé en phosphore, NFT 90023) : mesure une fois par semaine.

Au moins une fois par an un bilan de pollution sera effectué par un organisme compétent. Les analyses et mesures correspondant à ces contrôles seront effectuées aux frais de l'exploitant (analyses par le laboratoire de l'établissement ou par un laboratoire extérieur).

Les résultats des consommations d'eau relevés, des débits journaliers et les résultats des analyses mentionnées plus haut seront adressés par courrier à l'inspection des installations classées, dans le trimestre qui suit. Ce courrier commente les résultats.

Dans le cadre de la surveillance de ses rejets, l'exploitant fera procéder par un organisme agréé par le ministère de l'environnement à des mesures de contrôle et d'étalonnage de son dispositif d'auto surveillance, selon des modalités arrêtées avec l'inspection des installations classées. Au moins une fois par an, le débitmètre devra être vérifié.

La nature et la fréquence des contrôles pourront être modifiées sur proposition de l'inspection des installations classées.

Les feuilles d'enregistrement du débit, ainsi que les résultats des analyses précisées ci-dessus devront être conservés par l'exploitant pendant au moins cinq ans et présentés à la demande de l'inspection des installations classées.

Article 9.2.5 Auto surveillance de l'épandage

Article 9.2.5.1 Programme prévisionnel annuel d'épandage

Un programme prévisionnel annuel d'épandage doit être établi, en accord avec l'exploitant agricole, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées. Ce programme comprend :

- la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne, ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'intercultures) sur ces parcelles,
- une analyse des sols portant sur les paramètres caractérisant la valeur agronomique, prévus dans le tableau de l'annexe VII c de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié,
- une caractérisation des déchets de légumes à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique, ...),
- les préconisations spécifiques d'utilisation des déchets de légumes (calendrier et doses d'épandage par unité culturale, ...),

- l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage.

Ce document doit permettre la justification, au travers d'une gestion prévisionnelle des épandages, de la valorisation de l'ensemble des déchets de légumes produits par l'installation en respectant l'ensemble des contraintes réglementaires, notamment celles liées aux interdictions d'épandage et des contraintes résultant des études préalables, notamment liées aux impossibilités d'épandage et au respect des doses d'apport.

Le programme prévisionnel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Chaque année, avant le 31 décembre de l'année n-1, l'exploitant informera les maires concernés par l'épandage des déchets de légumes sur leur commune au cours de l'année n.

Il est transmis au Préfet avant le 31 mars de l'année en cours.

Article 9.2.5.2 Cahier d'épandage

Un cahier d'épandage, conservé pendant une durée de dix ans, est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'agent chargé de la police de l'eau. Il comporte les informations suivantes :

- les quantités de déchets de légumes épandus par unité culturale (m^3 , tonnes M.S.),
 - les dates d'épandage,
 - les parcelles réceptrices et leur surface,
 - les cultures pratiquées,
 - le contexte météorologique lors de l'épandage,
- l'ensemble des résultats des analyses pratiquées sur les sols, sur les déchets de légumes, avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation, l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

L'industriel doit pouvoir justifier à tout moment de la localisation des déchets de légumes produits (entreposage, dépôt temporaire, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.

Article 9.2.5.3 Surveillance des déchets à épandre

La masse et le volume des déchets de légumes est mesuré par un procédé adapté.

L'industriel doit effectuer ou faire effectuer les analyses suivantes :

- a) sur les déchets de légumes à épandre :
 - 1) pH (si la mesure est représentative), DCO (si la mesure est représentative), NGL, Pt (P_2O_5) :
 - périodicité : une fois par jour,
 - 2) matière organique (en %), rapport C/N, phosphore total en (P_2O_5), potassium total (en K_2O), calcium total (en CaO), magnésium total (en MgO), azote total et ammoniacal (en NH_4) :
 - périodicité : deux analyses complètes par an,
 - 3) éléments-traces métalliques : Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn et oligo-éléments: B, Co, Fe Mn, Mo :
 - périodicité : une fois par an,
 - 4) composés-traces organiques : total des 7 principaux PCB, fluoranthène, benzo(b)fluoranthène, benzo(a)pyrène :
 - périodicité : une fois tous les 3 ans,
 - 5) les agents pathogènes susceptibles d'être présents :
 - périodicité : une fois par an.
- b) sur les sols d'épandage, en des points représentatifs des parcelles ou zones homogènes :
 - 1) granulométrie, pH, matière organique (en %), carbone, azote global, rapport C/N, capacité d'échange en meq /100 m, bases échangeables (Ca^{++} , Mg^{++} , K^+ , Na^+) et éléments assimilables en % (P_2O_5 , CaO , MgO , K_2O) :
 - périodicité :
 - . état initial pour toute parcelle ou groupe de parcelles dans un délai de deux ans à compter du début des opérations d'épandage, ensuite renouvellement au moins tous les quatre ans,
 - . après l'ultime épandage en cas de retrait du plan d'épandage,
 - 2) éléments-traces (Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn) :
 - périodicité :

- . une analyse par zone homogène avant le premier épandage,
- . au moins tous les 10 ans pour chaque parcelle en zones homogènes,
- . après l'ultime épandage, sur les parcelles ou zones homogènes en cas d'exclusion du périmètre d'épandage.

Par zone homogène on entend une partie d'unité culturale homogène d'un point de vue pédologique n'excédant pas 20 hectares. Par unité culturale on entend une parcelle ou un groupe de parcelles exploitées selon un système unique de rotations de cultures par un seul exploitant. Les analyses doivent être réalisées à partir d'un échantillon représentatif en un point de référence de zone homogène, sachant que le point de référence est repéré par ses coordonnées Lambert et doit rester identique pour toute mesure ultérieure.

Chapitre 9.3 Suivi, interprétation et diffusion des résultats

Article 9.3.1 Actions correctives

L'exploitant suit les résultats et mesures qu'il réalise en application du chapitre 9.2. notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque les résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Article 9.3.2 Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance

Sans préjudice des dispositions de l'article R.512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées aux articles 9.2 du mois précédent. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au chapitre 9.1, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 5 ans.

Ce rapport est adressé trimestriellement à l'inspection des installations classées.

Article 9.3.3 Transmission des résultats de l'auto surveillance des déchets

Les justificatifs évoqués au chapitre 9.2.1. doivent être conservés pendant une durée de 5 ans.

Article 9.3.4 Analyse et transmission des résultats des mesures de niveaux sonores

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 9.2.2. sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

Chapitre 9.4 Bilans périodiques

Article 9.4.1 Bilan environnement annuel (ensemble des consommations d'eau et des rejets chroniques et accidentels)

L'exploitant adresse au préfet, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :

- des utilisations d'eau, le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées,
- de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement.

L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.

Article 9.4.2 Un bilan des opérations d'épandage, type suivi agronomique, est dressé annuellement et comprend :

- les parcelles réceptrices,
- un bilan qualitatif et quantitatif des effluents épandus,
- l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale et les résultats des analyses de sol,
- les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sols et de systèmes de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaire qui en découlent,
- la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale.

Ce bilan - intégrant les apports de fertilisants endogènes et exogènes autres que ceux de l'industriel - est dressé par parcelles épandues ou zones homogènes épandues.

Il est communiqué au préfet au plus tard le 1^{er} avril de l'année suivante - accompagné de commentaires sur les anomalies éventuellement constatées ainsi que des actions correctives mises en œuvre ou envisagées - et, à la même échéance, aux agriculteurs concernés par le plan d'épandage.

Titre 10 – Modalités d'application

Chapitre 10.1. Affichage et publication

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché en mairie de LOUDEAC pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de la société GELAGRI BRETAGNE.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de la société GELAGRI BRETAGNE dans deux journaux d'annonces légales du département : « Ouest-France » et « Le Télégramme ».

Chapitre 10.2. Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Chapitre 10.3. Exécution


Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

Le Maire de LOUDEAC,

Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à la société GELAGRI BRETAGNE pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de LA PRENESSAYE, SAINT-BARNABE et TREVE, pour information.

SAINT BRIEUC, le **28 OCT. 2008**

LE PREFET,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général


Jacques MICHELOT